



Déclaration liminaire CAP Locale des contrôleurs Mouvement local d'affectation au 1er septembre 2017

Monsieur le Président,

Nous ne pouvons pas débiter cette CAP locale sans réaffirmer une nouvelle fois notre ferme opposition à votre décision, à travers la mise en place du nouveau règlement intérieur, de remettre en cause les droits alloués aux élu-es pour la défense des agents.

Cette décision est inacceptable. Elle remet en cause des acquis fondamentaux en matière de droit syndical et de respect des représentants syndicaux et des élu-e-s des personnels.

Par ce choix délibéré de casser le dialogue social, vous prenez la responsabilité d'empêcher le fonctionnement des CAPL :

- C'est retirer aux élu-e-s les moyens d'accomplir leur mandat dans les conditions satisfaisantes pour la défense des droits et garanties des personnels ;
- C'est bafouer d'un revers de main le vote de plus de 86% des personnels de la DGFIP qui reconnaissent le rôle de leurs représentants dans toutes les instances.

Pour nous, élus des personnels, il est intolérable de changer la donne en cours de mandat !

A travers ces changements, c'est aux agents, à leurs droits et aux missions que vous vous en prenez. C'est pourquoi, pour marquer notre opposition, la CGT avec Solidaires, soutenu par FO, ont boycotté la 1ère convocation de la CAPL des agents C.

Concernant la situation des effectifs de catégorie B

Le mouvement national de mutation de catégorie B fait ressortir un déficit de 948 agents.

L'Administration démontre, irrémédiablement, son mépris envers les agents qui subissent au quotidien les conséquences de ses choix : stress, souffrance au travail et difficultés croissantes à accomplir les missions dans un contexte de sous effectif permanent et de réformes incessantes, et ce sans reconnaissance.

Au plan local, la situation n'est guère plus reluisante. Aux 3 suppressions d'emplois d'agents B [Guéméné -1, Malestroit -1 , - 1 B géo] s'ajoute un déficit de 8,3 agents à l'issue de ce mouvement local, selon nos élus en CAPN.

Cette année encore, les **21** suppressions d'emplois à la DDFIP 56 vont se traduire dans les postes et services par une dégradation accrue des conditions de travail et une baisse de la qualité du service public.

Et les solutions proposées sont elles-mêmes génératrices de stress et de démolition du service public. A ce sujet, les élus CGT vous redisent la ferme **opposition** de notre organisation à la **démarche stratégique** et notamment à tous les projets de restructuration en cours : SPFE, PELP, PTGC, fermetures de trésoreries, transfert de services etc.

Toutes ces restructurations, réorganisations mettent à mal le service public auquel les agents, les usagers et les contribuables sont très attachés. De plus, elles imposent une mobilité forcée à certains agents qui ne suivent pas leur mission et qui se voient obligés d'apprendre un nouveau métier ainsi qu'une mobilité géographique à ceux qui la suivent.

« **Faire mieux avec moins** » qui résume la politique actuelle se fait au détriment des conditions de vie au travail des agents sans répondre aux besoins de la population. La direction, en appliquant cette politique, est responsable des effets désastreux sur la santé de ses agents. Les tensions et la souffrance au travail continuent de s'aggraver, il faut agir !

La CGT revendique l'arrêt des suppressions d'emplois et le recrutement d'agents à hauteur des besoins réels. Elle demande également le comblement de tous les postes vacants. Et particulièrement dans le Morbihan, le nombre de détachements doit être revu à la baisse.

Cela permettrait non seulement d'améliorer la situation, de plus en plus inquiétante, des agents et des services mais aussi de donner des possibilités supplémentaires de mutation à des collègues qui attendent depuis plusieurs années.

Concernant l'examen du mouvement local, nous interviendrons au cours de la séance.

Les élus CGT voteront **contre** ce mouvement à l'issue de cette CAPL afin de marquer leur totale opposition à la politique de destruction de l'emploi à la DGFIP, aux multiples remises en cause des règles de gestion notamment qui pénalisent les agents qui voient leurs droits et garanties fortement diminuer d'année en année.